



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Brésil

Résumé

Une publication du SER de Brasilia
Semaine du 13 10 2025

Pré-COP Finance : le Brésil présente cinq leviers pour refonder l'architecture du financement climatique

Le Brésil a présenté, en tant que coordinateur du Cercle des ministres des Finances, cinq priorités pour renforcer le financement climatique mondial avant la COP30. Ces orientations nourrissent la préparation du « Roadmap from Baku to Belém », qui vise à mobiliser 1 300 Md USD par an d'ici 2035.

Brésil : fer de lance de la révolution numérique des paiements en Amérique latine, selon la BID

Un rapport de la BID salue le rôle moteur du Brésil dans la révolution des paiements numériques en Amérique latine. Avec plus de 150 M utilisateurs, le système Pix, lancé par la Banque centrale en 2020, a favorisé l'inclusion financière et la croissance des micro et petites entreprises, tout en inspirant d'autres initiatives régionales.

Zone franche de Manaus : au cœur du modèle industriel de l'Amazonie

La Zone est le pilier économique de l'Amazonie, grâce à son régime fiscal d'exception. Elle regroupe plus de 600 industries et emploie direct ou indirectement plus de 600 000 personnes. Ce modèle néanmoins est fragilisé par la réforme fiscale, l'Amazonas redoute une perte d'autonomie fiscale et une dépendance accrue vis-à-vis des transferts fédéraux.

LE CHIFFRE A RETENIR :

+2,4%

C'est la nouvelle prévision du FMI pour la croissance du Brésil en 2025, soit une hausse de 0,1 points de pourcentage.

Évolution des marchés

Indicateurs	Variation sur 2 semaines	Variation cumulée sur l'année	Niveau
Bourse (Ibovespa)	-2,2%	+18,5%	142 384
Risque-pays (CDS 5 ans Br)	+17,6%	-25,5%	160
Taux de change USD/BRL	+2,3%	-11,8%	5,45
Taux de change €/BRL	+1,5%	-1,0%	6,35

Note : Données du mercredi à 15h localement. Sources : Ipeadata, Investing, Valor.

Actualités macro-économiques & financières

Pré-COP Finance : le Brésil présente cinq leviers pour refonder l'architecture du financement climatique

Le Brésil a présenté lors de la Pré-COP organisée à Brasilia les 13 et 14 octobre les cinq priorités proposées au Cercle des ministres des Finances (Finance Ministers Circle) pour amplifier le financement climatique mondial à la veille de la COP30, qui se tiendra en novembre à Belém. Mis en place et coordonné par le Brésil, ce groupe de travail, composé de ministères des finances de plusieurs pays et d'institutions internationales, a reçu plus de 1 200 contributions d'États, de banques multilatérales, d'organisations de la société civile et du secteur privé. Le rapport final, qui servira de base au débat sur les sujets financiers de la conférence, sera présenté cette semaine à Washington, à l'occasion des assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale, puis discuté à São Paulo début novembre avant sa remise officielle au président de la COP à Belém.

Le document de la présidence brésilienne propose une feuille de route autour de cinq axes majeurs pour mobiliser des ressources publiques et privées au service de la transition écologique :

1. Accroître les flux de financements concessionnels et renforcer les fonds climatiques internationaux, afin d'assurer la

prévisibilité et la stabilité des ressources. Ces financements à taux avantageux jouent un rôle central pour soutenir les pays en développement dans leurs efforts d'adaptation et de transition énergétique, souvent freinés par le coût du capital et les contraintes budgétaires. Le ministre des finances brésilien plaide pour une plus grande complémentarité entre fonds publics, prêts multilatéraux et capitaux privés ;

2. Réformer les banques multilatérales de développement (BMD) pour les rendre plus agiles, intégrées et capables de catalyser les financements privés. Le Brésil défend une utilisation plus audacieuse des bilans et une gouvernance plus inclusive. L'objectif est d'accroître la capacité de prêt des BMD et de leur permettre de jouer un rôle de levier, en garantissant les investissements et en partageant le risque avec le secteur privé pour accélérer les flux vers les projets verts ;

3. Renforcer les capacités domestiques et les plateformes nationales de coordination, afin de doter chaque pays de moyens techniques et institutionnels pour concevoir, piloter et suivre ses politiques climatiques. Cela inclut la formation des équipes publiques, la création d'outils de mesure des investissements verts et la mise en place de plateformes associant ministères, banques locales, entreprises et partenaires internationaux. Une meilleure gouvernance nationale est perçue comme une condition clé pour attirer des financements durables à grande échelle ;

4. Promouvoir l'innovation financière et mobiliser le secteur privé à travers de nouveaux instruments capables de réduire les risques et d'amplifier l'impact des financements

existants. Le rapport met en avant l'importance des obligations vertes et bleues, des fonds de garantie et des mécanismes de partage de risque. Ces outils visent à créer des conditions d'investissement plus attractives, à soutenir la bancabilité des projets et à stimuler la participation d'investisseurs institutionnels dans la transition bas carbone ;

5. Améliorer les cadres réglementaires du financement climatique pour renforcer la confiance et l'intégrité des marchés. Le Brésil plaide pour une harmonisation progressive des taxonomies vertes et des standards de reporting, afin d'assurer la transparence et la comparabilité des projets. L'objectif est d'éviter le greenwashing, d'encourager la traçabilité des financements et de faciliter la circulation des capitaux entre pays en créant un cadre clair et prévisible pour les investisseurs.

Ces priorités s'inscrivent dans la continuité de la stratégie brésilienne visant à placer la finance en appui de la politique climatique. Le ministre des Finances, Fernando Haddad, a souligné la convergence entre la présidence brésilienne du G20 et la préparation de la COP30, affirmant que la transformation écologique doit être soutenue par une architecture financière internationale réformée. Le Brésil souhaite démontrer, à travers cette approche, que les ministères des finances peuvent jouer un rôle central dans la lutte contre le changement climatique en articulant politiques économiques et objectifs environnementaux.

Le rapport sera accompagné de trois initiatives stratégiques censées illustrer concrètement cette ambition. Le Fonds « *Tropical Forests Forever Fund* » propose un modèle de financement

basé sur l'investissement de long terme plutôt que sur les seules donations, afin d'assurer la préservation durable des forêts tropicales. La « *Open Coalition for Carbon Markets Integration* » vise à harmoniser et interconnecter les marchés régulés de carbone, pour accroître leur efficacité et leur transparence. Enfin, la « *Supertaxonomy* » a pour objectif d'unifier les critères des différentes taxonomies nationales afin d'assurer la comparabilité des investissements durables et de renforcer la crédibilité des mécanismes de financement vert.

L'ensemble de ces travaux vise à alimenter les travaux de la « Roadmap from Baku to Belém », élaboré conjointement avec l'Azerbaïdjan, qui fixera les étapes nécessaires pour atteindre la cible de 1300 Md USD par an de financements climatiques d'ici 2035 en faveur des pays en développement. Pour le Brésil, il s'agit de poser les bases d'un nouveau consensus international : celui d'une coopération financière fondée sur la solidarité, la prévisibilité et la transformation structurelle des économies vers un modèle bas carbone.

Brésil : fer de lance de la révolution numérique des paiements en Amérique latine, selon la BID

Le Brésil est devenu le symbole de la révolution numérique des paiements en Amérique latine, selon la Banque interaméricaine de développement (BID). Dans son rapport « *Beyond Cash: The Digital Payments Revolution in Latin*

America and the Caribbean », l'institution consacre une large place au système Pix, conçu par la Banque centrale du Brésil (BCB) en 2020, qui illustre comment une politique publique ambitieuse peut transformer en profondeur les usages financiers. Gratuit et instantané, Pix permet des transferts accessibles 24h/24 et compte désormais plus de 150 M de comptes enregistrés, soit presque autant que la population adulte du pays.

Le lancement de Pix a profondément redéfini la structure du système financier brésilien. En trois ans, le nombre d'utilisateurs de produits financiers numériques est passé de 15 à près de 100 M. Le volume de transactions a doublé dès la première année, et, quatre ans après son introduction, les paiements via Pix sont deux fois plus nombreux que ceux effectués par carte bancaire. Loin d'évincer les instruments traditionnels, le rapport souligne que Pix a élargi l'accès au système financier, notamment pour les ménages modestes et les microentreprises, désormais acteurs d'un écosystème autrefois dominé par les banques.

Le système agit aussi comme moteur d'inclusion et de croissance économique. En réduisant les coûts de transaction et en fluidifiant les échanges, Pix a stimulé l'activité des micro et petites entreprises, particulièrement dans les secteurs historiquement dépendants du cash. La suppression des commissions interbancaires et la possibilité d'encaisser instantanément des paiements de n'importe quelle banque ont amélioré la trésorerie et favorisé la formalisation d'entreprises longtemps tenues à l'écart du système financier. Selon une étude citée par le rapport de la BID, cette dynamique a soutenu la croissance des petites firmes, accru la

demande de travail et réduit les écarts de salaire entre travailleurs qualifiés et non qualifiés, notamment dans le commerce et les services. Ces effets s'expliquent par l'élargissement de la clientèle, la diminution des risques liés à la manipulation d'espèces et la création d'un historique numérique des transactions, qui permet aux banques d'évaluer plus précisément la solvabilité des emprunteurs. Ce mécanisme a ouvert l'accès au crédit à des millions de ménages modestes : en trois ans, le volume de prêts accordés aux personnes à bas revenus a augmenté de 150%.

Le succès de Pix repose sur un cadre public fort et une gouvernance ouverte. La BCB en est l'opérateur direct, garantissant dès l'origine l'interopérabilité entre banques, fintechs et acteurs non bancaires. Les institutions détenant plus de 500 000 comptes ont été contraintes d'y participer, assurant une couverture nationale immédiate. Cette architecture centralisée, appuyée sur des groupes de travail public-privé, a permis une montée en charge rapide, évitant la fragmentation observée dans d'autres pays de la région comme le Mexique (CoDi) ou le Pérou (Yape et Plin).

Le modèle brésilien a rapidement inspiré le reste du continent. Plus de onze pays d'Amérique latine disposent aujourd'hui de systèmes de paiements instantanés, publics ou privés, souvent inspirés du Pix. L'interopérabilité et la standardisation des technologies, notamment via les QR codes, deviennent des normes régionales. En Bolivie, la mise en place d'un système interopérable de QR codes a multiplié par six les transactions interbancaires en moins de deux ans, confirmant l'impact de la modernisation coordonnée des paiements.

Mais la BID avertit que cette révolution reste incomplète. Environ 30% de la population demeure réticente à utiliser les paiements numériques, en raison du manque de confiance, de la faible culture numérique ou de craintes liées à la cybersécurité. L'institution appelle ainsi les gouvernements à renforcer la protection des consommateurs, à promouvoir la littératie financière et à garantir un accès équitable à l'infrastructure numérique.

Etude économique & financière

Zone franche de Manaus : au cœur du modèle industriel de l'Amazonie

La Zone Franche de Manaus (ZFM) constitue le socle de l'économie amazonienne et le principal moteur de croissance de la région. Créée en 1967 afin de stimuler le développement d'une région jusque-là isolée, elle bénéficie d'un régime fiscal différencié qui a attiré plus de 600 industries, concentrées dans l'électronique, la chimie, la métallurgie, la plasturgie, l'optique et l'industrie des deux-roues. **En 2024, le Pôle Industriel de Manaus (PIM) a généré un chiffre d'affaires de 205 Md BRL (~33 Md EUR).** Ce dispositif explique la forte part de l'industrie dans le PIB de l'Amazonas et la forte concentration de l'activité économique dans la capitale, dont la région métropolitaine regroupe près de 95% du PIB de l'État.

Le PIM occupe une place centrale dans le marché du travail amazonien. En 2025 (juillet), il employait directement 131 700 travailleurs, auxquels s'ajoutent une estimation de près de 500 000 emplois indirects dans les secteurs du transport, de la logistique, du commerce et des services associés. Le poids la zone franche est ainsi majeur, soutenant direct ou indirectement plus d'un-quart de la population active de l'Amazonas.

La présence française dans la ZFM témoigne de l'attractivité du site et de son dispositif fiscal. Michelin y exploite une usine de pneus, l'une des plus anciennes implantations industrielles étrangères de la région, ayant fait l'objet de plusieurs projets récents d'expansion pour renforcer la production de pneus et chambres à air pour deux-roues. BIC Amazônia dispose de son unique site brésilien, produisant stylos, briquets, rasoirs et crayons à vocation exportatrice (plus de 160 pays). EssilorLuxottica, présent depuis plus de trente ans, a obtenu en 2025 l'approbation d'un investissement de 292,8 M BRL pour la production de verres optiques multicouches. Saint-Gobain, via Quartzolit/Weber, possède une unité à Tarumã dans les matériaux de construction. Enfin, Sagemcom, spécialiste français des équipements de télécommunications et de gestion de l'énergie, emploie environ 200 personnes à Manaus.

Une compétitivité fondée sur un cadre fiscal d'exception

L'essor de la ZFM à la fin des années 1960 s'explique par la suppression — ou la forte réduction — des droits d'importation, dans un contexte marqué par la politique de substitution aux importations alors dominante au Brésil. À cette époque, les taxes

douanières pouvaient atteindre des niveaux très élevés, rendant la production locale particulièrement attractive.

Avec l'ouverture économique des années 1990, les tarifs moyens d'importation ont fortement diminué, passant d'environ 27% en 1990 à 12,5% à la fin de la décennie.

Malgré cette libéralisation, la ZFM a pu conserver son attractivité grâce à un vaste ensemble d'incitations fiscales, qui lui confèrent un avantage dans le cadre d'une structure fiscale brésilienne complexe. Ces incitations, administrées par la Direction générale de la Zone franche de Manaus (SUFRAMA) — une autarcie fédérale rattachée au ministère du Développement, de l'Industrie et du Commerce (MDIC) — incluent : la suspension ou la réduction des droits de douane sur les intrants importés (II), l'exemption d'impôt sur les produits industrialisés (IPI), la réduction à zéro des contributions sociales sur les intrants (PIS/COFINS), ainsi que des exonérations partielles ou totales des taxes sur la production, notamment l'ICMS. Ces mesures s'appliquent aussi bien aux importations qu'aux achats sur le marché intérieur, créant un environnement compétitif à l'échelle nationale.

L'accès à ces avantages est conditionné par le respect du Processus productif de base (PPB), défini par la loi de 1991 comme « l'ensemble minimal d'opérations réalisées dans l'établissement industriel caractérisant une véritable industrialisation ». Ce dispositif vise à garantir que la valeur ajoutée soit effectivement créée localement. Les entreprises doivent présenter un projet technico-économique et obtenir la validation par la SUFRAMA. Si ces exigences contribuent à structurer un parc industriel en plein cœur de l'Amazonie,

elles ajoutent également une contrainte bureaucratique lourde au processus productif.

En dépit de ses avantages fiscaux, la ZFM reste confrontée à de lourdes contraintes logistiques. L'absence de corridors routiers isole la région, tandis que la dépendance au transport fluvial ralentit les flux de marchandises et renchérit les coûts. Ce déficit d'infrastructures limite la compétitivité des entreprises et freine la diversification sectorielle.

La réforme fiscale brésilienne ravive les inquiétudes à Manaus

La réforme fiscale brésilienne entraîne d'importants ajustements pour la ZFM, en redéfinissant en profondeur le système fiscal du pays. Elle transforme le modèle actuel fondé sur la taxation de la production en un système centré sur la consommation. Adoptée fin 2023, l'Emenda Constitucional n° 132/2023 établit les bases de cette refonte, qui remplacera cinq impôts existants sur la production et les services (ICMS, ISS, IPI, PIS et Cofins) par une taxe sur la valeur ajoutée à deux niveaux : l'IBS (Imposto sobre Bens e Serviços), de compétence partagée entre les États et les municipalités, et la CBS (Contribuição sobre Bens e Serviços), de compétence fédérale. **La réforme garantit constitutionnellement le maintien du régime fiscal différencié de la ZFM jusqu'en 2073.**

La Loi complémentaire 214/2025, première étape de la mise en œuvre de la réforme, préserve les exonérations et réductions d'impôts destinées à compenser les surcoûts logistiques et à maintenir la compétitivité du pôle industriel amazonien. La loi introduit également un mécanisme de crédits présumés de CBS et d'IBS, permettant aux entreprises de la ZFM de déduire de

leurs impôts des montants équivalents à ceux qu'elles auraient normalement payés, reproduisant ainsi l'effet économique d'une exonération.

Le texte adopté garantit également l'exonération de CBS sur le commerce local afin d'éviter une hausse des prix et de préserver la compétitivité.

L'intégralité des crédits d'IBS est maintenue, permettant aux entreprises de déduire sans restriction l'impôt déjà payé sur leurs intrants et instaure un traitement fiscal allégé pour les importations. Le dispositif inclut aussi la filière de raffinage du pétrole dans le régime de faveur. La réforme pose également des défis techniques pour la Zone : la suppression progressive de l'IPI à partir de 2027 avec le maintien partiel de cet impôt sur certains produits fabriqués dans la ZFM - afin de préserver l'avantage fiscal historique de la zone - ainsi que l'intégration des incitations fiscales dans le calcul des taux de référence.

Dans ce contexte, les acteurs locaux se montrent prudents, voire méfiants, face à la réforme et à ses effets potentiels. Beaucoup redoutent un affaiblissement progressif de l'autonomie fiscale régionale et une dépendance accrue vis-à-vis du pouvoir central pour la gestion et la compensation des incitations. De plus, avec la réforme, l'État de l'Amazonas passerait d'un modèle fondé sur une

relative autonomie fiscale — grâce à ses recettes issues de la production locale — à une dépendance accrue vis-à-vis des transferts fédéraux.

* * *

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Pôle macroéconomie et finances - Service économique régional de Brasília.

Rédaction : Rafael Cezar (Conseiller financier) et Célia Devant-Perrotin (Adjointe au Conseiller financier).

Abonnez-vous : celia.devant-perrotin@dgtresor.gouv.fr